



Cellule d'analyse européenne

PAQUET « UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX » – Stratégie de financement de la croissance durable

COMMUNICATION DE LA COMMISSION – Plan d'action: financer la croissance durable - COM(2018)97

ANNEXE À LA COMMUNICATION: Plan d'action pour les technologies financières: Pour un secteur financier européen plus compétitif et plus innovant - COM(2018)109

Proposition de DIRECTIVE modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers - COM(2018)99

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entreprises - COM(2018)113 - COM(2018)113

Résumé: La Commission européenne entend mettre sur pied une stratégie pour amener le système financier à soutenir les actions de l'UE en matière de climat et de développement durable. À travers ces initiatives qui visent à renforcer l'Union des marchés des capitaux, la Commission présente une feuille de route qui expose les mesures destinées à tous les acteurs concernés du système financier. Ces mesures visent à renforcer la technologie financière au sein de l'Union européenne, à créer des labels pour les produits financiers verts et à légiférer en vue de promouvoir une offre transfrontalière de services de financement participatif. **Le délai accordé pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de ces propositions législatives expire, respectivement, les 11 et 14 mai 2018.**

1. Contexte

Dans le cadre du programme des Nations unies en matière de développement durable à l'horizon 2030, le financement durable joue un rôle déterminant. L'Union des marchés des capitaux souhaite créer, en Europe, un système financier soutenant les actions de l'Union européenne en matière de climat et de développement durable.

L'Europe doit combler un déficit d'investissement annuel de près de 180 milliards d'euros si elle veut atteindre les objectifs de l'Union en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030. Ce déficit financier ne pourra toutefois être résorbé qu'avec l'aide du secteur financier.

Pour réorienter les capitaux privés vers des investissements plus durables, la Commission européenne a dévoilé une série de mesures de son plan d'action pour une économie plus verte et plus propre¹. Le secteur financier est appelé à jouer un rôle plus dynamique dans la mise en place d'une économie qui, tout en étant performante, servirait les objectifs environnementaux et sociaux.

2. Contenu

En résumé, les lignes de force de ce train de mesures sont les suivantes:

¹ Ce faisant, la Commission européenne donne suite aux recommandations du groupe d'experts en matière de financement durable", voir: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-542_fr.htm

Plan d'action: financer la croissance durable - COM(2018)97:

Ces mesures, qui visent à renforcer l'Union des marchés des capitaux, viennent appuyer la stratégie en matière de financement durable et les actions menées par l'Union européenne en matière de climat et de développement durable. La Commission définit une feuille de route exposant les mesures destinées à tous les acteurs concernés du système financier.

Le plan instaure une labélisation des produits financiers durables basée sur un système de classification unifié de l'Union européenne (*taxinomie*) : les investisseurs pourront ainsi déterminer plus facilement si leurs investissements respectent des critères de faibles émissions de carbone ou d'autres critères environnementaux.

Les entreprises d'assurance et les entreprises d'investissement doivent informer leurs clients sur la base de leurs préférences en matière de durabilité.

Les risques climatiques et autres risques environnementaux doivent se refléter davantage dans la réglementation prudentielle (« *facteur de soutien vert* » pour les exigences prudentielles). La Commission européenne examinera s'il est envisageable de recalibrer les exigences de fonds propres applicables aux banques pour les investissements durables, lorsque cela se justifie du point de vue du risque.

Plan d'action pour les technologies financières: pour un secteur financier européen plus compétitif et plus innovant - COM(2018)109:

La Commission européenne élabore un plan en vue de soutenir l'intégration des innovations technologiques dans le secteur financier, de développer des normes communes pour le secteur des technologies financières et de renforcer la cyber-résilience du secteur.

Un cadre réglementaire pour les plateformes de financement participatif (COM(2018) 99 et 113):

La proposition de règlement permet aux personnes morales de solliciter, auprès de l'Autorité européenne des marchés financiers, un agrément en tant que prestataires de services de financement participatif. Cette mesure permet aux plateformes de financement participatif de proposer plus facilement leurs services dans l'ensemble de l'Union et élargit l'accès au financement des entreprises innovantes, des jeunes pousses et des entreprises non cotées en bourse. Des exigences uniformes ont été définies en matière d'agrément et de surveillance. Un label européen est mis en place, pour les plateformes de financement participatif par l'investissement et par le prêt, qui permet les activités transfrontières et vise à parer aux risques de manière proportionnée.

Tant la proposition de règlement que la proposition de directive fournissent aux prestataires de services de financement participatif un cadre juridique qui ouvre aux entrepreneurs, aux *start-ups*, aux *scale-ups* et aux PME l'accès à d'autres sources de capitaux, dans le droit fil d'autres initiatives déjà prises pour faciliter l'accès au financement de ces entités, comme le cadre régissant les fonds de capital-risque européens.

3. Cadre juridique européen de la proposition de réglementation relative au financement participatif:

La base juridique de la proposition de directive et de la proposition de règlement relatives au financement participatif se fonde, respectivement, sur l'article 53, paragraphe 1, et l'article 114 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

L'article 53, paragraphe 1, du TFUE permet d'adopter des mesures en vue du rapprochement des dispositions nationales concernant l'accès à l'activité des entreprises

d'investissement, des marchés réglementés et des prestataires de services de données. L'article 114 du même traité porte sur le marché intérieur.

4. Cadre belge:

La Belgique soutient les différentes initiatives de la Commission européenne ayant pour but de renforcer les marchés des capitaux et d'élargir l'accès au financement des entreprises.

La loi du 18 décembre 2016 « organisant la reconnaissance et l'encadrement du *crowdfunding* » fixe les conditions d'agrément et d'exercice de ces plateformes de financement alternatif, de même que les règles que ces plateformes doivent respecter, ainsi que le contrôle du respect de ces dispositions. Les deux propositions de la Commission européenne semblent concorder avec le cadre légal fixé par la Belgique en matière de financement participatif.

5. Suivi au sein de la/des commission(s) compétente(s) de la Chambre:

- Commission des Finances et du Budget;
- Commission de Droit commercial et économique :
- Pour information: Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.

6. Suivi des instances fédérales:

- SPF Finances.
- FSMA (l'Autorité des services et des marchés financiers.).

7. Subsidiarité / Suivi parlementaire:

Le plan d'action visant à financer la croissance durable et le plan visant à soutenir les innovations technologiques dans le secteur financier constituent des documents stratégiques. Ils ne donnent pas lieu à un avis de subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

Les initiatives prises en matière de financement participatif sont d'ordre législatif. La commission compétente est dès lors habilitée à émettre un avis de subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre. **Le délai pour formuler un avis de subsidiarité au sujet des propositions législatives expire, respectivement, les 11 et 14 mai 2018.**

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), la commission peut adresser un avis et/ou des observations à l'attention de la Commission européenne. Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Analyse des documents / Projet d'avis:

- En ce qui concerne la subsidiarité / la compétence:

Seule une initiative européenne permet de réaliser les actions menées dans le cadre de l'Union des marchés des capitaux et d'élaborer une stratégie en matière de financement durable propice aux objectifs fixés par l'Union européenne en matière de climat et de développement durable.

La législation relative au financement participatif variant d'un État membre à l'autre, une initiative européenne est tout indiquée, *a fortiori* si celle-ci touche aux plateformes de financement participatif, qui permettent d'opérer par-delà les frontières. En effet, les divergences législatives ne sont pas sans poser des difficultés aux prestataires de services de financement participatif lorsqu'ils tentent d'obtenir un passeport de l'Union européenne pour exercer leurs activités. Seule une réglementation européenne pourra éliminer ces entraves et assurer le bon fonctionnement du marché intérieur.

- En ce qui concerne la proportionnalité:

La communication relative au financement de la croissance durable et le plan visant à soutenir les innovations technologiques dans le secteur financier contribuent à assurer la résilience du secteur financier, à assainir la concurrence et à accroître les avantages pour le consommateur.

En raison des imperfections actuelles du marché des capitaux, certaines sources de financement sur les marchés publics des actions et des obligations ne sont disponibles que de façon limitée pour les nouvelles entreprises. Les initiatives prises au niveau européen en matière de financement participatif ouvrent de nouvelles perspectives aux petites entreprises, aux jeunes pousses et autres sociétés non cotées en bourse

Les propositions relatives au financement participatif n'excèdent pas ce qui est nécessaire à la réalisation des objectifs et visent à mettre en place, à côté de la législation nationale existante, un cadre européen spécifique ayant pour effet de promouvoir l'offre transfrontalière de services de financement participatif, de lever les obstacles entre les États membres et de créer des conditions de concurrence équitables entre les prestataires des plateformes. Les prestataires de services de financement participatif sont en outre exemptés des obligations découlant de la directive et des règles MiFIR en raison du caractère potentiellement disproportionné de ces dernières au regard d'activités aussi modestes.

Pour en savoir plus:

Documents:

1. COMMUNICATION DE LA COMMISSION- Plan d'action: financer la croissance durable - COM(2018)97: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180097.do?appLng=FR>
2. Proposition de DIRECTIVE modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers- COM(2018)99: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180099.do?appLng=FR> (délai 11/05/2018)
3. ANNEXE À LA COMMUNICATION: Plan d'action pour les technologies financières: Pour un secteur financier européen plus compétitif et plus innovant- COM(2018)109: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180109.do?appLng=FR>
4. Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entreprises - COM(2018)113: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180109.do?appLng=FR> (délai 14/05/2018)

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – Règlement CE – Directive CE – Financement de l'entreprise – Développement durable – Politique économique – Croissance économique – Politique d'investissement – Investissement – Marché intérieur – Marché des capitaux – PME - Crédit – Politique du crédit – Entreprise – Libre circulation des capitaux
------------------------------	---

Rédaction: Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

PAKKET KAPITAALMARKTUNIE – Strategie voor de financiering van duurzame groei

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE - Actieplan: duurzame groei financieren - COM (2018)97

BIJLAGE bij MEDEDELING: FinTech-actieplan: voor een meer concurrerende en innovatieve Europese financiële sector - COM (2018)109

Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2014/65/EU betreffende markten voor financiële instrumenten - COM (2018)99

Voorstel voor een VERORDENING betreffende Europese aanbieders van crowdfundingdiensten voor ondernemingen (ECSP) - COM (2018)113

Samenvatting: De Europese Commissie wenst te komen tot een strategie inzake duurzame financiering die de agenda van de EU inzake klimaat en duurzame ontwikkeling ondersteunt. Met dit pakket ter versterking van de kapitaalmarktunie stippelt de Commissie een stappenplan uit met maatregelen voor alle stakeholders in het financiële stelsel. Het betreft maatregelen om de financiële technologie in de EU verder te ondersteunen, het invoeren van labels voor duurzame financiële producten en wetgeving om het grensoverschrijdend aanbod van crowdfundingdiensten te bevorderen. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt resp. op 11 en 14 mei 2018.**

1. Context

Duurzame financiering speelt een sleutelrol in de “*Agenda 2030 voor duurzame ontwikkeling*” van de Verenigde Naties. De Europese kapitaalmarktunie wenst een financieel stelsel op te zetten dat de agenda van de EU inzake klimaat en duurzame ontwikkeling ondersteunt.

Europa moet een jaarlijkse investeringskloof van bijna 180 miljard EUR dichten om tegen 2030 de klimaat- en energiedoelstellingen van de EU te halen. Enkel met de hulp van de financiële sector kan dit financieringstekort worden gedicht.

Om particulier kapitaal naar duurzamere investeringen te heroriënteren, heeft de Europese Commissie een aantal maatregelen bekend gemaakt die deel uitmaken van het actieplan voor een groenere en schonere economie¹. De financiële sector krijgt een grotere rol bij de verwezenlijking van een goed functionerende economie die tevens de ecologische en sociale doelstellingen haalt.

2. Inhoud

Samengevat, bevat het pakket de volgende krachtlijnen:

¹ De Europese Commissie verleent hierbij een “*follow up*” aan de aanbevelingen van de “groep deskundigen inzake duurzame financiering”, zie: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-542_nl.htm

Actieplan duurzame groei financieren - COM (2018)97:

Dit pakket tot versterking van de kapitaalmarktunie zet de strategie inzake duurzame financiering verder kracht bij en ondersteunt de agenda van de EU inzake klimaat en duurzame ontwikkeling. De Commissie stippelt een stappenplan uit met maatregelen voor alle stakeholders in het financiële stelsel.

Er komt een label voor duurzame financiële producten op basis van een uniform EU-classificatiesysteem (*taxonomie*). Beleggers kunnen hierdoor beter nagaan of hun investeringen aan groene of koolstofarme criteria voldoen.

Verzekeraars en beleggingsondernemingen moeten hun klanten op basis van hun voorkeuren inzake duurzaamheid adviseren.

Risico's in verband met het klimaat en andere milieufactoren moeten beter in de prudentiële regelgeving worden weerspiegeld (groene ondersteuningsfactor voor prudentiële vereisten). De Europese Commissie zal nagaan of aanpassing van kapitaaleisen mogelijk is voor banken die investeren in duurzame projecten, mits dit gerechtvaardigd is vanuit een risicoperspectief.

FinTech-actieplan: voor een meer concurrerende en innovatieve Europese financiële sector - COM (2018)109:

De Europese Commissie stippelt een plan uit om de invoering van technologische innovatie in de financiële sector te ondersteunen, gemeenschappelijke normen voor de FinTech-sector te ontwikkelen en de cyberweerbaarheid van de sector te versterken.

Een regelgevend kader voor crowdfundingplatforms (COM (2018) 99 en 113):

De ontwerpverordening laat rechtspersonen toe om bij de Europese Autoriteit voor effecten en markten een vergunning aan te vragen als aanbieder van crowdfundingdiensten. Hierdoor kunnen crowdfundingplatforms makkelijker hun diensten in de hele EU aanbieden en is er een ruimere toegang tot financiering voor innovatieve ondernemingen, starters en andere niet-beursgenoteerde ondernemingen. Er zijn uniforme vereisten voor vergunningverlening en toezicht. Er komt een Europees label voor op deelneming in eigen vermogen en op kredietverlening gebaseerde crowdfundingplatforms, dat grensoverschrijdende activiteiten mogelijk maakt en beoogt risico's op evenredige wijze aan te pakken.

Zowel de ontwerpverordening, als de ontwerprichtlijn reiken de aanbieders van crowdfundingdiensten een juridisch kader aan dat starters, doorgroeiers en kleine en middelgrote ondernemingen helpt om toegang te krijgen tot alternatieve kapitaalbronnen, in overeenstemming met andere initiatieven die tot doel hadden de toegang tot financiering voor deze entiteiten te vergemakkelijken, zoals het kader voor Europese durfkapitaalfondsen.

3. Europees juridisch kader van de ontwerpregelgeving inzake crowdfunding:

De rechtsbasis voor de ontwerprichtlijn en de ontwerpverordening betreffende crowdfunding is resp. artikel 53, lid 1, en art. 114 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU).

Art. 53, lid 1, VWEU laat toe maatregelen vast te stellen die de nationale bepalingen onderling aanpassen m.b.t. de toegang tot de activiteiten van beleggingsondernemingen, gereguleerde markten en aanbieders van datadiensten. Art. 114 VWEU heeft betrekking op de interne markt.

4. Belgisch kader:

België steunt de diverse initiatieven van de Europese Commissie die als doel hebben de kapitaalmarkt te versterken en de toegang tot financiering voor de ondernemingen uit te breiden.

De wet van 18 december 2016 tot “*regeling van de erkenning en afbakening van crowdfunding*” legt, naast de voorwaarden voor de vergunning en uitoefening van deze alternatieve-financieringsplatformen, ook de gedragsregels en het toezicht vast voor deze platformen. Beide voorstellen van de Europese Commissie lijken aan te sluiten bij het Belgische wettelijke kader voor crowdfunding.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Financiën en Begroting;
- Commissie Handels- en Economisch recht;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Financiën.
- FSMA (de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten).

7. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging:

Het actieplan rond de financiering van de duurzame groei en het plan om de technologische innovatie in de financiële sector te ondersteunen zijn beleidsdocumenten. Hierover kan geen subsidiariteitsadvies worden gegeven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De initiatieven rond crowdfunding betreffen wetgeving. De bevoegde commissie kan bijgevolg wel een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt resp. op 11 mei en 14 mei 2018.**

De commissie kan in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Analyse van de documenten/ Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit/ bevoegdheid betreft:

Het realiseren van de agenda voor de kapitaalmarktenunie en het uitwerken van een strategie inzake duurzame financiering, die de agenda van de EU inzake klimaat en duurzame ontwikkeling ondersteunt, kunnen slechts via een Europees initiatief.

Omdat de wetgeving inzake crowdfunding van lidstaat tot lidstaat verschilt, is een Europees initiatief op zijn plaats, zeker als het initiatief betrekking heeft op crowdfundingplatforms, die grensoverschrijdende activiteiten mogelijk maken. Door de uiteenlopende wetgeving in de lidstaten ondervonden de aanbieders van crowdfundingdiensten immers moeilijkheden om voor hun diensten een EU-paspoort te ontvangen. Enkel Europese regelgeving kan deze obstakels voor een vlotte werking van de interne markt wegwerken.

- Wat de proportionaliteit betreft:

De mededeling rond het financieren van duurzame groei en het plan betreffende de technologische innovatie in de financiële sector dragen bij tot een weerbare financiële sector, een gezonder mededingingsklimaat en grotere voordelen voor de consument.

Door de huidige onvolkomenheden van de kapitaalmarkt zijn bepaalde financieringsbronnen op de publieke aandelen- en obligatiemarkten slechts in beperkte mate beschikbaar voor startende ondernemingen. De Europese initiatieven rond crowdfunding bieden perspectieven voor kleine ondernemingen, starters en andere niet-beursgenoteerde ondernemingen

De voorstellen inzake crowdfunding gaan niet verder dan nodig is om de doelstellingen te bereiken en zijn bedoeld om, naast de bestaande nationale wetgeving, een specifiek Europees kader te voorzien dat het grensoverschrijdende aanbod van crowdfundingdiensten bevordert, obstakels tussen de lidstaten wegwerkt en zorgt voor een gelijk speelveld voor platformaanbieders. De crowdfundingdiensten worden bovendien vrijgesteld van de MiFID en MiFIR-regels, omdat deze regels onevenredig kunnen zijn voor dergelijke kleine activiteiten.

Om meer te weten:

Documenten:

1. MEDEDELING VAN DE COMMISSIE - Actieplan: duurzame groei financieren - COM (2018)97:
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180097.do>
2. Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2014/65/EU betreffende markten voor financiële instrumenten - COM (2018)99:
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180099.do> (*termijn 11/05/2018*)
3. BIJLAGE bij MEDEDELING: FinTech-actieplan: voor een meer concurrerende en innovatieve Europese financiële sector - COM (2018)109:
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180109.do>
4. Voorstel voor een VERORDENING betreffende Europese aanbieders van crowdfundingdiensten voor ondernemingen (ECSP) - COM(2018)113:
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180113.do> (*Termijn 14/05/2018*)

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE — EG-verordening – EG-richtlijn – Bedrijfsfinanciering – Duurzame ontwikkeling - Economisch beleid – Economische groei – Investeringspolitiek – Investering - Interne markt - Kapitaalmarkt – KMO - Krediet – Kredietbeleid - Onderneming - Vrij verkeer van kapitaal
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be